

LA MEILLEURE TAXE SUR LES "SUPER-PROFITS" : AUGMENTER LES SALAIRES !

Derrière les lois du marché et la guerre en Ukraine invoquées par les experts économiques pour justifier l'inflation, une véritable guerre de classe se joue, et la classe capitaliste compte ses milliards : 73 milliards de bénéfices pour le CAC40 sur le premier semestre 2022. Des groupes comme Total, Stellantis, CMA CGM, spéculent, licencient et augmentent leurs prix grâce à leur position de monopole, pour engranger des profits records. Et c'est au monde du travail de payer la note. Macron lui promet la fin de l'abondance, du sang et des larmes.

LES BONS ET LES MAUVAIS PROFITEURS

Face à cette accumulation révoltante réalisée aux dépens des travailleurs, la NUPES propose de marcher en octobre pour revendiquer une taxe sur les « super-profits ». Mais comment séparer les « bons » profits des « mauvais », quand ils sont tous issus de l'exploitation violente de la planète et ses habitants ? Conscients qu'une telle taxe peut « ré-équilibrer » le jeu entre les différentes branches du patronat, les États allemand, britannique, italien, grec et espagnol en ont déjà implémentée, et l'UE se prépare à le faire. Loin d'aller directement dans les poches des travailleurs, la manne récupérée par cette taxe se prépare à financer de nouvelles suppressions d'impôts pour les entreprises ainsi que la mise en place du « bouclier tarifaire » qui fixera, pour les entreprises et particuliers, à 15 % d'augmentation les prix de l'énergie : l'État payant aux géants de l'énergie la différence avec les prix du marché.

CONTRE LES SUPER-PROFITS, À QUAND LES SUPER-AUGMENTATIONS ?



Une taxe sur les super-profits ... au service de la continuité des profits du patronat ! Le seul moyen de rogner véritablement sur les profits des bourgeois pour nous garantir notre niveau de vie serait d'augmenter nos salaires, nos pensions ! Et si les patrons expliquent qu'ils n'ont pas les moyens « étranglés par l'inflation », qu'ils nous ouvrent leurs comptes en banque ! Seule une mobilisation massive des travailleurs et de la population, par la grève et la rue pourrait imposer de telles mesures.

Car de son côté, Macron ne chôme pas, et se prépare à attaquer l'assurance chômage : pour nous pousser à accepter n'importe quel travail. Ces attaques contre les « assistés », on les retrouve aussi dans la bouche de Ruffin (FI) et Roussel (PCF) qui veulent remettre en selle la « valeur travail » de Sarkozy. Mais comme l'a rappelé Poutou, à la fête de l'Humanité : « la gauche du travail, on la connaît déjà : c'est la droite ».



VAGUE BRUNE EN SUÈDE ET EN ITALIE

Les partis d'extrême droite progressent en Europe, accédant au pouvoir ou au Parlement dans certains pays, comme en Suède le 11 septembre dernier où la coalition de la droite conservatrice et de l'extrême droite, les Démocrates de Suède (SD), est devenue majoritaire au Parlement. Cette coalition était la seule opportunité pour la droite d'avoir une majorité parlementaire contre les sociaux-démocrates, peu importe qu'il faille s'allier avec un parti fondé par d'anciens nazis dont certains membres comparent l'Islam au nazisme et affirment que les juifs et les Sami, minorité autochtone, ne sont pas suédois. Leur campagne commune contre l'insécurité et l'émigration (à laquelle la gauche social-démocrate au pouvoir a été perméable) a participé à dédramatiser le SD qui a vu son score électoral dépasser les 20%, quatre fois plus qu'il y a 12 ans !

LES REJETONS DE MUSSOLINI

En Italie c'est le parti Fratelli d'Italia qui est annoncé en tête pour les élections législatives du 25 septembre. Il oscille entre 20 et 25% dans les sondages et se fraye une place très importante dans le paysage politique italien alors qu'il faisait moins de 5% encore en 2018. Ce parti d'extrême droite conserve lui des liens forts avec le Mouvement Social Italien, créé après la seconde guerre mondiale par des dignitaires du régime de Mussolini, tout en assurant hypocritement que « les nostalgiques du fascisme n'ont pas leur place au sein de Fratelli d'Italia ». C'est en tout cas ce que le parti essaye de faire croire en écartant ses cadres comme l'eurodéputé Carlo Fidanza qui fait des saluts nazis en scandant « Heil Hitler », mais les sanctions symboliques ne modifient évidemment pas l'ADN fasciste du parti.

AUX ORDRES DU PATRONAT

Le programme, lui, a déjà été annoncé brièvement : insécurité, immigration et baisse des impôts. Si certains italiens se demandaient de quel camp Giorgia Meloni, cheffe de file du parti, allait défendre les intérêts, les voici clairement affichés. Ces positionnements anti-sociaux systématiques dans les mouvements d'extrême droite, Giorgia Meloni ne trahit pas la règle quand en 2021 elle refuse de condamner le saccage de la CGIL (plus grand syndicat italien) à Rome par des groupuscules fascistes d'Ordre nouveau.

**C'EST PAS LES IMMIGRÉS QUI NOUS COÛTENT CHER,
C'EST LES PATRONS ET LES ACTIONNAIRES !**

Les politiques anti-sociales des partis sociaux-démocrates de Suède et d'Italie ont poussé les travailleurs à trouver des réponses chez les partis toujours plus démagogues, cette fois-ci des partis d'extrême droite proches des idées fascistes. Les ennemis des travailleurs d'Italie, de

Suède et d'ailleurs ne sont pas dans les embarcations de fortune qui traversent les mers mais bien dans leurs propres gouvernements et à la tête de leurs entreprises !



POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER

@NPA_JEUNES

